Bujumbura "exprime sa gratitude" envers trois pays membres de l’EAC

@rib News,Â 04/06/2017Â â€“ SourceÂ Xinhua Le Burundi remercie trois pays de la CAE pour leur plaidoyer en faveur de la levÃ©e des sanctions europÃ©ennes Le Burundi a exprimÃ© samedi des remerciements "particuliers" Ã trois pays membres de la CommunautÃ© d'Afrique de l'Est (CAE) - le Kenya, l'Ouganda et la Tanzanie, pour leur plaidoyer en faveur de la levÃ©e des sanctions de l'Union EuropÃ©enne (UE) contre l'administration burundaise du prÃ©sident Pierre Nkurunziza.
Le 14 mars 2016, l'UE a dÃ©cidÃ© de suspendre l'aide financiÃ¨re directe destinÃ©e Ã l'administration burundaise, en invoquant la violation par le gouvernement burundais de l'Accord de Cotonou de 2000 liant la vingtaine de pays membres de l'UE aux 77 pays du groupe ACP (Afrique-CaraÃ¯bes-Pacifique), spÃ©cialement en ce qui concerne la protection des droits humains. La province urbaine de Bujumbura-Mairie qui abrite la capitale burundaise, a saluÃ© ce soutien enregistrÃ© au cours du 18Ã¨me sommet de la CAE le 20 mai dernier Ã Dar-es-Salaam (Tanzanie) via une manifestation organisÃ©e samedi dans les rues de cette ville burundaise, avec des slogans exprimant "la joie" vis-Ã -vis de cette communautÃ© d'intÃ©gration rÃ©gionale regroupant six Etats : Kenya, Tanzanie, Ouganda, Burundi, Rwanda, et Soudan du Sud. "Le Burundi exprime sa gratitude particuliÃ¨re Ã l'endroit des chefs d'Etat ougandais et tanzanien, respectivement Yoweri Kaguta Museveni et John Pombe Magufuli, ainsi que le vice-prÃ©sident kenyan, William Ruto, pour avoir plaidÃ© haut et fort pour la levÃ©e de ces injustes sanctions de l'UE dirigÃ©es contre le gouvernement de notre cher prÃ©sident Nkurunziza", a dÃ©clarÃ© dans un point de presse tenu en marge de cette manifestation Issa DÃ©sirÃ© Mazimpaka administrateur de la commune urbaine de Bujumbura relevant de Bujumbura-Mairie. M. Mazimpaka a ajoutÃ© qu'il n'avait pas citÃ© le chef d'Etat rwandais Paul Kagame parmi les chefs d'Etat des pays membres de la CAE Ã remercier parce que le gouvernement de Bujumbura accuse celui de Kigali de faire partie de ses "dÃ©stabilisateurs". Il a indiquÃ© en outre que cette manifestation a Ã©tÃ© Ã©galement une occasion, pour les Burundais, pour rÃ©affirmer leur soutien au prÃ©sident Nkurunziza, notamment en ce qui concerne le projet de rÃ©vision de l'actuelle Constitution en vigueur depuis le 18 mars 2005. Sur cette rÃ©vision, selon lui, les rÃ©sultats du volet interne du dialogue interburundais organisÃ©s en 2016 sous l'Ã©gide de la CNDI (Commission Nationale du Dialogue Interburundais), ont recommandÃ© l'introduction d'une clause supprimant la limitation du nombre de mandats prÃ©sidentiels. Le 18Ã¨me sommet de la CAE Ã Dar-es-Salaam devait discuter du projet de conclusion d'un Accord de Partenariat Economique (APE) entre la CAE et l'UE.

Â

Â

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});